Séance publique du 26 mars 2007

Délibération n° 2007-4063

commission principale : finances et institutions

objet : **Taux de la taxe professionnelle 2007**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de l'observatoire fiscal

Le Conseil,

Vu le rapport du 14 mars 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le budget primitif a été voté avec deux hypothèses principales d'évolution du produit de taxe professionnelle :

- croissance des bases de 2,5 % (à partir des bases notifiées en 2006) ;
- recalcul du taux moyen pondéré incluant les nouvelles Communes membres pour un maintien de la pression fiscale sur l'ensemble du nouveau périmètre de la Communauté urbaine.

Avec ces hypothèses, le produit de taxe professionnelle net du prélèvement au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), figurant au budget primitif, est de 505,7 M€.

Les bases prévisionnelles seraient en progression de 2,5 %, à 2 540,3 M€.

Le prélèvement destiné au financement du FDPTP sera communiqué ultérieurement par les services de l'État. Il a été pris, par hypothèse, en progression de 2,7 % à un peu moins de 4,7 M€.

Les éléments à prendre en compte, pour la détermination du taux moyen pondéré, sont les taux et les bases taxables de 2006 dans quatre périmètres différents :

- le taux voté par le conseil de Communauté (20,01 %) et les bases associées, dans l'ancien périmètre des 55 Communes (2 445,4 M€),
- le taux semi-global (somme du taux communal, des taux des syndicats à contributions fiscalisées et du taux de la communauté de communes Rhône-sud) applicable à Givors (26,741 %) et les bases associées (23,6 M€),
- le taux semi-global applicable à Grigny (24,825 %) et les bases associées (9,5 M€),
- le taux de la taxe professionnelle de zone applicable dans le périmètre de la ZAC de Chantelot à Grigny (20,10 %) et les bases associées (1,2 k€).

Le taux moyen pondéré est de 20,092 %, arrondis à 20,09 %.

Le produit de taxe professionnelle, net du prélèvement FDPTP, correspondrait au produit figurant au budget primitif avec l'application de ce taux.

Les allocations compensatrices atteindraient 22,5 M€, à un niveau légèrement supérieur à celui qui figure au budget primitif. Elles seraient en recul de 0,8 M€ par rapport à 2006 (- 3,4 %).

Par ailleurs, le recalcul du taux moyen pondéré de taxe professionnelle à 20,09 %, assurant le maintien de la pression fiscale au niveau constaté en 2006 à l'intérieur du nouveau périmètre de la Communauté urbaine, s'accompagne obligatoirement de l'adaptation de la durée de la période d'unification des taux de taxe professionnelle.

Les dispositions combinées du II bis de l'article 1638 quater et du troisième alinéa du a) du 1° du III de l'article 1609 nonies C du code général des impôts prévoient que cette durée, à partir de 2006, est déterminée en rapprochant les taux de taxe professionnelle respectivement le moins élevé et le plus élevé.

En 2006, le taux de taxe professionnelle le moins élevé (17,560 %) est observé à Limonest tandis que le taux le plus élevé est observé à Givors (26,741 %, taux semi-global). Le rapport de ces taux, 66 %, conduit à une durée de la période d'unification de 4 ans, ce qui correspond à l'application du taux unique en 2010 au lieu de 2008, comme il avait été choisi lors de la mise en œuvre de la taxe professionnelle unique (délibération n° 2002-0911 en date du 16 décembre 2002) ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - **Fixe** le taux de la taxe professionnelle, pour l'année 2007, à 20,09 %.

2° - **Prend acte** de la nouvelle durée de la période d'unification des taux, soit 4 ans à compter de 2006.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,